



Procès-verbal de la réunion du jeudi 31 Mai 2018.

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 31 Mai, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle des fêtes de Sigy-en-Bray, à dix-neuf heures, conformément à la convocation du 23 Mai et sous la Présidence de Monsieur Eric Picard.

Nombre de membre en exercice : 81. Délégués présents : 56 Pouvoirs : 8
Votants : 64 Pour : 64 Contre : 0 Abstention : 0.

Etaient présents :

Ms et Mmes : Bréquigny I. Deschamps F. Rimbert D. Quesney Y. Broux E. Cosquer J.L. Nottias B. Buquet D. Lamulle N. Petit S. Beuvin M. Langlois R. Lesueur G. Patris P. Mainemarre N. Lejeune M. Decoudre J. Lesueur C. Turban P. Guesdon D. Picard E. Méry I. Delafontaine B. Pain J.L. Legendre F. Blondé J. Baguet V. Knoops F. Cailleux M. Godin J. Buquet J. Buquet J.M. Coaillet M. Delwarde J.C. Dion O. Defromerie M. Legay P. Cumont C. Devin R. Bisson J.P. Grisel J. Duval I. Sagot J. Coutard G. Lefebvre C. Ducrocq C. Elie C. Horville P. Degry D. Dion P. Gibaux M. Letellier J.P. Thillard M.B. Dumouchel J.C. Hermand T. Garcia C.

Absents excusés : R. Décarnelle. E. Duclos. M. Bonino. C. Hagnéré. D. Rouzé. F. Bourguignon. R. Dupard.

Excuses et pouvoirs :

- M.F. Devillerval excusée, pouvoir à N. Mainemarre
- J.N. Canu excusé, pouvoir à P. Patris
- F.M Noël excusé, pouvoir à C. Ducrocq
- F. Larchevêque excusé, pouvoir à I. Méry
- B. Chardel excusé, pouvoir à F. Knoops
- J.M. Ducrozet excusé, pouvoir à B. Delafontaine
- A. Duval excusé, pouvoir à V. Baguet
- J.Y Duflos excusé, pouvoir à J. Buquet.

M. le président, s'assure que le quorum est atteint et débute la séance en remerciant Madame le Maire de Sigy-en-Bray, pour son accueil, et poursuit par l'approbation du procès-verbal de la réunion du 12 avril dernier.

Mme Lesueur revient sur le vote du budget lors de la dernière séance, et notamment sur le compte 60612, charges d'électricité. Elle souhaite connaître la justification de ce chiffre qui s'élève à 40 000€ pour 2018.

M. Picard apporte les éléments de réponses à la question de Mme Lesueur :

- EDF stade de La Feuillie et Nolléval : 8305€
- EDF carrefour giratoire Le Fossé et Roncherolles : 8663 €
- EDF bureau de Forges : 6552 €
- EDF bureau de Gournay : 2593 €
- EDF aire d'accueil des gens du voyage de Gournay : 4486€.

Pour 2018, il convient d'ajouter :

- La maison de santé de La Feuillie : 2000€
- Le R.A.M.I : 2000€
- L'aire d'accueil des gens du voyage : 6000€.

Mme Lesueur souhaite connaître la raison pour laquelle, la com-com continue à payer l'EDF des stades de La Feuillie et Nolléval.

M. Picard répond que la compétence ayant été transférée en fin d'année, les locaux le sont également, la répartition sera faite courant 2018, et un titre de recettes, sera émis vers les collectivités concernées.

M. Delwarde demande pourquoi la Com-Com paie l'électricité du cabinet médical de La Feuillie.

M. Picard répond que la facture est payée par la Com-Com et qu'il y a ensuite un remboursement de la part des médecins de ce cabinet.

Le compte rendu est adopté à l'unanimité par les membres présents.

Présentation du dispositif « place aux jeunes »

M. Picard laisse la parole à M. Davy Ancelin, référent « place aux jeunes » à C.A.R.M.A. pour présenter le dispositif. « place aux jeunes » a été créé par l'A.C.S.A.D (association de coopération sociale d'action et de développement). La mise en œuvre se fait sur les territoires ayant besoin d'un accompagnement en créant des liens avec les jeunes, mais également en partenariat avec l'éducation nationale, et plus particulièrement les collèges et lycées du territoire communautaire.

Les objectifs de ce dispositif sont :

- Favoriser l'autonomie des jeunes
- Mettre en place des propositions de projet
- Développer le lien de confiance avec les jeunes

Les moyens employés :

- Favoriser l'autonomie des jeunes en les accompagnants dans leur projet,
- Permanence dans les établissements scolaires (aux heures des repas) : au collège Rollon, La Hêtraie, Saint Exupéry et le lycée Delamarre-Debouteville
- Mise en place de fiche projet pour matérialiser l'idée des jeunes
- Accompagner les jeunes dans chaque action d'autofinancement
- Participation à des projets communs
- Réalisation d'une campagne contre les additions de l'alcool.

Les différentes actions menées par ce dispositif :

- La vente de crêpes
- Foire à tout
- Aide à la création d'un barrage végétal
- Tonte de pelouses
- Grilles de tombola.

Les jeunes prennent la parole ensuite, pour présenter et donner leur impression sur ce dispositif et les projets mis en place comme le futur voyage en Angleterre, à la découverte des studios Harry Potter, le bowling, le Futuroscope.

M. Delwarde a assisté à l'assemblée générale de C.A.R.M.A et à cette occasion, C.A.R.M.A a demandé l'envoi de la convention de mise à disposition de M. Ancelin.

Présentation des actions du C.A.U.E.

M. Picard laisse la parole à Mme Le Doaré, architecte du C.A.U.E (conseil en architecture, en urbanisme et environnement). Association issue de la loi de 1977, sur l'architecture, subventionnée à 75% par une partie de la taxe d'aménagement (partie départementale).

Les missions principales du C.A.U.E. sont :

- Le conseil aux particuliers, en assurant des permanences (le 3^{ème} jeudi du mois, au bureau de la Com-Com de Gournay, sur rendez-vous).
- Accompagnement du droit des sols, pour les collectivités qui instruisent les demandes d'urbanisme.
- Le conseil aux communes.
- La sensibilisation avec les jeunes (avec des écoles d'architecture par exemple).

Mme Lesueur demande comment est financé le C.A.U.E.

Mme le Doaré lui répond que le C.A.U.E est financé à 75% par la part départementale de la taxe d'aménagement et 25% par les communes adhérentes.

Désignation d'un délégué à la SCIC London-Paris à la carte

A la demande de l'association de préfiguration de London-Paris à la carte, présidée par Mme Annie Boutin, il convient de désigner un délégué pour siéger dans cette association. Le courrier précise que ce peut être le vice-président en charge du tourisme ou tout autre élu, intéressé par le projet.

M. le président propose donc la candidature de M. Canu, qui est absent ce jour et s'en excuse.

Mme Dion prend la parole et souhaite apporter la précision suivante : elle s'est rendue à l'assemblée générale de l'association London-Paris à la carte et a été surprise en constatant que, sur les 17 participants à cette réunion, 4 sont membres de la même famille. Elle se pose des questions sur le devenir de ce projet.

M. le président pense qu'en tant qu'adhérent, la communauté de communes doit être représentée dans cette association afin d'être informée du suivi des projets.

M. Canu est donc désigné à la majorité, moins une abstention, par les membres présents.

Signature de l'avenant pour l'augmentation du marché de maîtrise d'œuvre signé avec Euclyd-Eurotop pour les travaux de la zone d'activités de La Feuillie.

Conformément aux termes du C.C.A.P, signé par la CDC des Monts et de l'Andelle en 2013, l'augmentation du montant prévisionnel des travaux, engendre une incidence financière sur la rémunération de la maîtrise d'œuvre. Le montant des travaux s'élevant désormais à 433 903€ H.T. (au lieu de 254 000€ H.T, prévu en 2012), le montant de la maîtrise d'œuvre passe de 12 192 € à 17 703€. (Taux de rémunération inchangé : 4,08%).

Le montant des travaux a augmenté car il existe des obligations règlementaires qui doivent être prises en compte, notamment la réalisation de trottoirs ; les coûts de la mise en œuvre de la défense à incendie sont également onéreux avec l'installation d'une réserve à incendie. Une somme de 35 000 € a été également ajoutée dans le cadre de travaux de passage de canalisation exécutés par convention par le Syndicat d'eau. Les travaux du SDE76 ont été précisés pour 26 463.33 € HT.

Le Département sera questionné afin de savoir si l'accord de subvention pourrait être réétudié suite à l'augmentation du coût des travaux.

Mme Lesueur remarque que l'augmentation des travaux s'élève à environ 180 000€.

M. Legay répond que des travaux n'étaient pas nécessaires en 2012, comme la réserve incendie, à l'époque il était demandé l'installation d'un poteau uniquement. Sur la R.N 31, l'état exige l'installation de trottoirs pour la sécurité des piétons.

M. Grisel demande pourquoi on a refusé des personnes qui souhaitent acheter des terrains sur la zone d'activités de La Feuillie.

M. Legay répond que si M. Grisel fait référence à un concessionnaire agricole, effectivement il a refusé la vente, car celui-ci voulait acheter toute la zone. Il souhaite que ces parcelles soient vendues en plusieurs lots.

M. Grisel remarque que les travaux du S.D.E tardent.

Le conseil communautaire délibère à la majorité, moins une abstention, pour la signature de cet avenant.

Recrutement d'agent contractuel de remplacement.

Une délibération de portée générale doit être prise pour pouvoir remplacer rapidement un agent absent de manière à assurer la continuité des services de la collectivité.

M. Picard précise qu'actuellement, lorsqu'il y a une absence d'un membre du personnel, il faut attendre le prochain conseil pour recruter, le poste déjà créé, cela permettrait de recruter rapidement, notamment au niveau des déchetteries, afin d'assurer la continuité du service.

M. Turban demande s'il s'agit d'une création de poste ou d'un poste de remplacement.

M. Picard répond qu'il s'agit d'un poste « volant » pour remplacer un agent indisponible.

Mme Lesueur précise qu'au conseil du 12 avril dernier, le président a précisé qu'il n'est pas prévu d'ouvrir de nouveau poste.

M. Picard répond qu'il ne s'agit pas d'un poste définitif et permanent, mais c'est un poste de remplacement uniquement qui permettra de pallier aux absences.

Mme Lesueur demande que les élus soient informés lors d'un conseil de chacun des remplacements pourvus.

M. Pain demande pour combien de temps le poste est ouvert

M. Picard lui répond qu'il est ouvert pour l'exercice 2018.

Le conseil communautaire, délibère à la majorité, moins 1 opposition et 5 abstentions.

Modification de la délibération prise le 22 mars 2018, pour la garantie prévoyance maintien de salaire.

Dans cette délibération, le taux appliqué par la M.N.T est précisé. Il s'agit d'un taux négocié par la communauté de communes et le prestataire ne souhaite pas que ce taux soit diffusé et apparaisse dans la délibération. Le conseil communautaire, délibère à l'unanimité.

Délibération concernant l'extension des locaux-bureaux du S.I.E.O.M : autorisation du président à signer les marchés suivants :

Marché de Maîtrise d'œuvre avec le cabinet Philippe : il s'agit de valider le choix de la C.A.O qui s'est tenue le 27 avril dernier. 3 offres reçues. La C.A.O a retenu le cabinet Pascal Philippe situé à Bois-Guillaume. Montant de la maîtrise d'œuvre : 64 272€ TTC, taux de rémunération de 10,3%.

Marché du contrôle technique avec la société Apave : il s'agit de valider le choix de la C.A.O qui s'est tenue le 10 avril dernier. 2 candidats ont répondu à l'offre. L'entreprise retenue par la C.A.O est la société Apave pour un montant de 5 040€ TTC.

Marché de coordination S.P.S avec la société Apave : il s'agit de valider le choix de la C.A.O du 10 avril dernier. 3 candidats ont répondu à l'offre. Après analyse, la C.A.O a décidé de retenir la société Apave pour un montant de 3 402€ TTC

Mme Lesueur pense que les travaux sont incohérents avec le sujet précédent, à savoir l'embauche de personne, pour remplacer des absents, pénalisant le service. Alors pourquoi agrandir les locaux du S.I.E.O.M sans avoir de personnel à mettre dedans.

M. le président répond qu'il s'agit d'une extension avec des bureaux mais aussi des locaux techniques. Les locaux actuels datent de 2006. Il s'avère que le service à l'époque n'était pas en redevance incitative et il y avait moins de personnel (exclusivement masculin). Aujourd'hui le personnel technique est mixte et la loi impose d'avoir des locaux techniques pour tout le personnel (masculin et féminin).

Les locaux avaient été calibrés pour les besoins de l'époque, mais aujourd'hui, il y a plus de matériel, des besoins de surface de stockage supplémentaire pour les composteurs par exemple.

M. Beuvin précise qu'à la dernière C.A.O, il a été demandé à la maîtrise d'ouvrage de négocier le montant de rémunération du maître d'œuvre et pense que cela n'a pas été fait.

M. Picard répond que l'architecte a revu sa rémunération à la baisse, suite à la négociation engagée. Le montant est passé de 61 360€ H.T à 53 560€ H.T. la négociation a été fructueuse.

Le conseil communautaire délibère à l'unanimité pour autoriser le président à signer ces 3 marchés.

Délibération pour l'ouverture d'un poste de remplacement pour le R.A.M.I.
--

Mme Delatour qui a été recruté en octobre 2017, est actuellement en arrêt maladie jusqu'au 11 juin inclus. Bien qu'indépendant de sa volonté, ces absences mettent en péril le projet R.A.M.I. En effet, ce service à destination des assistantes maternelles, en lien avec nos partenaires institutionnels et financiers nécessite une présence à temps plein et régulière, de la programmation d'intervention et d'animation, un suivi administratif et financier.

Afin de pallier ces dysfonctionnements, et pour permettre la mise en œuvre opérationnelle et pérenne du R.A.M.I, il est proposé d'ouvrir un poste d'Educateur de Jeunes Enfants et de procéder à un avis de recrutement d'un contractuel pour une durée de 6 mois reconductible 1 fois.

M. Pain demande combien il y avait eu de candidature pour ce poste.

Mme Elie lui répond qu'il y avait eu 8 candidatures, mais seulement 4 offres, avaient été retenues parce que le CDG et la CAF avaient imposé le recrutement d'un fonctionnaire titulaire de catégorie B.

M. Pain pense que ce recrutement n'a pas été un bon choix et ajoute que cette personne a été recrutée car elle était connue de M. Picard.

M. Picard lui répond qu'il ne connaît pas cette agente personnellement, qu'il n'a pas assisté aux entretiens d'embauche et ne faisait pas parti du comité de recrutement. Il est difficile de prévoir un souci de santé futur. Mme Delatour a passé une visite médicale qui a donné toute satisfaction, il n'y avait pas de problème de santé ne lui permettant pas d'assumer le poste, seulement une préconisation de soulagement de charges.

Mme Lesueur ajoute que lors du dernier conseil, le 12 avril, Mme Delatour était déjà en arrêt. Mme Lesueur s'interrogeait déjà à l'époque, sur la nécessité d'investir dans du matériel, des locaux, un véhicule alors qu'il n'y a pas d'activité sur ce poste.

M. Buquet J.M. demande si ce personnel est en contrat ou en CDI.

M. Picard lui répond qu'il s'agit d'un fonctionnaire titulaire.

M. Pain souligne que si le recrutement d'un agent de remplacement se fait prochainement, il y aura un doublon entre l'agent titulaire du poste et celui qui le remplacera.

M. Picard répond que pour le moment, il l'ignore puisqu'il ne sait pas si Mme Delatour va revenir à partir du 12 juin, néanmoins, il est proposé de recruter un agent pendant 6 mois, recrutement qui n'est pas simple puisqu'il s'agit d'un poste particulier.

M. Pain délivre une information supplémentaire dans le cadre de la gestion du personnel : ce mardi, se tiendra à Gournay, une réunion de conseil. Dans l'ordre du jour, il est proposé de recruter un rédacteur pour la redynamisation du centre Bourg. Il est envisagé le partage des missions avec la Com-Com des quatre rivières, avec une prise en charge possible de la rémunération, à hauteur de 50%. M. Pain souhaite savoir quand ce poste va être présenté à la Com-Com.

M. Picard lui répond qu'il sera présenté lorsqu'il sera effectif et rappelle que ce poste concerne une obligation de la compétence développement économique. Il y a 2 solutions : soit ce poste est pris en charge par la Com-Com et la ville, ou soit la ville occupe le poste à plein temps et uniquement sur les centres bourg. Un certains nombres de dispositifs sont mis en place actuellement par la Région et le Département, et il ne faut pas passer à côté de ceux-ci, si on ne veut pas s'appauvrir.

Ce recrutement pourra être subventionné par la C.C.I.

Mme Lesueur ajoute que la communauté de communes a déjà recruté 3 agents (avec celui à 50% avec la ville de Gournay), alors qu'au conseil du 12 avril, M. le président avait précisé qu'il n'y aurait pas d'embauche.

M. Picard lui répond qu'il ne peut pas prévoir à l'avance les postes de remplacement.

Mme Knoops demande pourquoi c'est un poste d'éducateur qui est proposé au recrutement.

M. Picard répond que cette exigence de recrutement est établie par la C.A.F.

M. Cosquer demande où en est la préparation des conventions d'utilisation de salle pour le R.A.M.I dans les communes, comme celle de Brémontier.

M. le président lui répond que la convention sera adressée aux communes, dès qu'il y aura un agent recruté pour assurer la mission.

Mme Legendre demande l'organigramme du personnel, avec le détail par poste des différents agents.

M. Picard lui répond qu'il sera transmis au prochain conseil.

Le conseil communautaire, après en avoir débattu, délibère à la majorité, moins 1 opposition et 7 abstentions, pour recruter un agent pour 6 mois en remplacement de Mme Delatour.

Délibération pour poursuivre la contractualisation avec le Département et la Région dans le cadre des contrats de territoire à l'échelle du Pays.
--

Une délibération doit être prise par la collectivité pour autoriser le P.E.T.R à poursuivre la contractualisation avec le Département et la Région dans le cadre des contrats de territoire à l'échelle du pays, pour le compte de la communauté de communes des quatre rivières.

M. le président précise que c'est une « sorte » de mandat donné au P.E.T.R pour négocier à notre place les subventions auprès des différents financeurs. Le conseil délibère à l'unanimité.

Délibération missionnant le P.E.T.R, pour élaborer le P.C.A.E.T : plan climat air énergie territorial.

Le P.C.A.E.T doit obligatoirement être élaboré dans les communautés de communes de plus de plus de 20 000 habitants. La CDC n'est pas en mesure technique et logistique d'exercer en interne cette mission. Ce plan pourrait donc être confié au P.E.T.R. qui a déjà travaillé sur le sujet et possède toute l'ingénierie pour établir ce plan climat. Cela permettra également à la CDC des quatre rivières de réduire le coût de cette prestation en faisant appel au P.E.T.R. La contribution financière restant à la charge de la CDC est de l'ordre de 52 000€.

Mme Bréquigny S. demande quel est le délai pour répondre à cette obligation et pense qu'il n'est peut-être pas nécessaire de se précipiter.

M. le président lui répond que ce plan climat doit être établi avant la fin de l'année 2018.

M. Pain demande à quel titre Mme Bréquigny intervient, puisqu'elle n'est pas déléguée communautaire.

Mme Bréquigny S. répond qu'elle est Maire de Sigy et que M. le président lui donne gentiment la parole quand elle la demande.

Le conseil délibère à l'unanimité pour missionner le P.E.T.R pour élaborer le plan climat de la Com-Com.

Délibération pour mutualiser le conseil de développement au niveau du Pays.

Conséquence de la loi N.O.T.R.E, un conseil de développement doit être créé dans les communautés de communes de plus de 20 000 habitants. Il s'avère qu'au sein du P.E.T.R, il existe déjà un conseil de développement qui fonctionne bien. 2 délégués titulaires et suppléants représentent la communauté de communes des quatre rivières au sein de ce conseil. Il est donc proposé de mutualiser le conseil de développement au niveau du pays.

Mme Legendre demande qui siège au conseil de développement du P.E.T.R. pour la Com-Com des quatre rivières.

M. le président répond qu'il s'agit de Ms. Mallet et Nottias (titulaires) et Ms. Sagot et Defromerie (suppléants). Le conseil délibère à l'unanimité.

Délibération pour fixer le prix de vente des terrains de la zone d'activités de La Feuillie.

Une délibération doit être prise pour fixer le prix au m² des terrains de la zone d'activités de La Feuillie. Lors de la dernière commission de développement économique, les membres ont décidé de fixer le prix de vente à 10 € HT /m² viabilisé.

M. Buquet D. demande si la Com-Com a obligation ou pas de faire évaluer cette estimation par France Domaine.

M. Picard répond que France Domaine ne se déplace plus sur le terrain et lorsqu'on leur demande une estimation, il valide directement le prix proposé par la collectivité.

M. Guesdon ajoute que ce n'est plus une obligation de faire intervenir France Domaine. Il a d'ailleurs fait appel à leur service dernièrement pour la vente de son presbytère communal et France Domaine ne s'est pas déplacé.

Le conseil communautaire décide à l'unanimité de fixer le prix de vente des terrains de la Z.A.C de La Feuillie sous réserve de l'avis de France Domaine, si la Com-Com obtient une réponse.

Délibération pour lancer l'étude de faisabilité pour la mise en place de conteneurs enterrés ou semi-enterrés sur le territoire communautaire.

Certains usagers ne peuvent pas bénéficier de bacs individuels pour l'évacuation de leurs déchets d'ordures ménagères et de recyclables en porte à porte.

Il s'agit des :

-**usagers en habitats collectifs** (privés ou bailleurs sociaux) ; la facturation est collective, le bailleur redistribue les charges selon ses modalités ; la facturation des usagers n'est pas calculée au prorata de leur production de déchets ;

-**usagers en cœur de ville, sans place de stockage** (appartements et maisons) pour des bacs de précollectes et mis en sacs prépayés « SIEOM », se posent alors un problème d'hygiène mais aussi d'esthétisme des cœurs de villes.

Le but de cette mission est d'étudier et analyser la possibilité technico-financière de la mise en place des conteneurs enterrés ou semis enterrés.

La mise en place de conteneurs enterrés ou semi-enterrés pourrait permettre d'améliorer les conditions de pré-collecte et de facturer les usagers au plus juste.

Cette mission aura pour but :

- d'informer les élus de la Communauté de Communes sur les évolutions possibles de pré-collectes et de collectes ;
- d'analyser le cadre réglementaire de l'implantation de ce type de conteneurs ;
- d'analyser le potentiel des sols afin d'intégrer ces conteneurs ;
- de connaître le type et le nombre de conteneurs à prévoir et les lieux d'implantations de ceux-ci (localisation, nombres et coût) ;
- de voir avec les bailleurs la faisabilité de cette réalisation ;
- d'envisager la collecte avec du matériel adapté (fréquence et coût).

A l'issue de l'étude de faisabilité et de sa validation par le Conseil Communautaire, le titulaire devra rédiger trois Dossiers de Consultations des Entreprises détaillés ci-après :

- travaux de voiries
- fourniture, mise en place et maintenance des conteneurs
- collecte des conteneurs.

M. Beuvin demande si la mise en place des conteneurs se fera sur le domaine public.

M. Picard lui répond que oui, et pour certains bailleurs, le domaine public reste éloigné de leur habitation. Si les administrés sont éloignés du conteneur, celui-ci ne sera pas utilisé à bon escient.

M. Legay demande si l'étude se fera à la demande des bailleurs, des communes...

M. le président lui répond que l'étude est réalisée sur l'ensemble du territoire communautaire.

M. Cosquer souhaite savoir si l'étude couvrira les résidences secondaires.

M. Picard lui répond que tout le territoire sera couvert

M. Defromerie demande si cette étude est gratuite ou payante.

M. Picard lui répond que cette étude est payante, et le coût sera connu après le lancement de la consultation.

M. Pain veut savoir s'il est envisagé de réajuster la contenance des bacs jaunes (suite aux nouvelles consignes de tri lancées en début d'année).

M. Picard lui répond que pour le moment, ce n'est pas possible.

M. Nottias demande si des conteneurs collectifs jaunes, peuvent être mis à disposition dans les communes.

M. Picard répond qu'il n'est pas favorable à cela, car ce sera la « porte ouverte » à tout dépôt de déchets dans les communes.

M. Pain demande si les 55€ supportés par l'administré en cas de changement de bac, à sa demande, sont versés au S.I.E.O.M

M. Picard répond que cette somme est directement reversée au prestataire Plasticonium.

Le conseil délibère à l'unanimité pour lancer la consultation de cette étude.

- Petit rappel : Concernant le transfert de compétence GEMAPI, la délibération qui doit être prise par les communes dans un délai de 3 mois, pour le transfert des compétences facultatives. Délibération à retourner au bureau de la CDC avant le 30 juin (voir mail du 30 mars).
- Il reste quelques invitations pour les élus qui souhaitent se rendre au comice agricole ce week end. Ces invitations sont valables pour le dimanche 3 juin. A demander au secrétariat en fin de séance.
- Une invitation a été adressé ce jour par mail aux délégués pour l'inauguration du P.E.M. merci aux élus de confirmer leur présence à cette cérémonie qui se déroulera le vendredi 22 juin à 18h30, sur le site.
- Démission du président de l'office du tourisme : le président de l'office du tourisme communautaire, a démissionné le 1^{er} mai dernier. Une assemblée générale s'est tenue afin d'élire un nouveau président. C'est Mme Arlette Leroy qui a été élue. Elle sera aidée, dans sa fonction, par les 2 vice-présidents car la charge du travail est importante.
- Animation pour le tour de France du 14 juillet : l'office de tourisme communautaire sera présent et tiendra un stand sur le site du P.E.M lors du passage du tour de France le 14 juillet prochain.
- Le prochain conseil se déroulera le jeudi 28 juin à 19h à Gaillefontaine. Le planning des prochaines réunions a été adressé à chacun des élus, par mail, le 24 mai dernier.

Mme Lamulle demande si la communauté de communes va travailler sur un éventuel groupement de commandes avec les communes, pour la mise en place du R.G.P.D (règlement général de la protection des données).

M. Picard répond qu'effectivement, depuis le 25 mai dernier, toutes les collectivités sont soumises au R.G.P.D. Certains prestataires sont prêts à aider les collectivités dans cette démarche. Le département a recherché un prestataire, et il serait peut-être intéressant de réfléchir à un regroupement. M. Picard a lu dernièrement dans le journal des Maires, qu'il n'y avait pas d'urgence ou d'obligation absolue pour les collectivités publiques.

Mme Lesueur veut savoir où en est le réexamen des demandes de subventions 2018, et notamment pour la fête du cheval et la foire aux melons, événements pour lesquels, elle avait eu un espoir de voir apparaître à l'ordre du jour, ces 2 demandes de subvention.

M. Picard lui répond qu'une commission culture s'est tenue lundi soir et a étudié à nouveau certains dossiers de subvention. Ces deux événements ont un caractère communicatif et les membres de la commission, en accord avec M. Picard, ont jugé opportun de débattre de ces demandes en bureau. Par conséquent, ces sujets seront débattus lors du prochain bureau, du 14 juin et soumis au vote du conseil communautaire du 28 juin.

M. Defromerie ne comprend pas la demande de Mme Lesueur qui souhaite faire des économies budgétaires, d'un côté, et de l'autre, attend une subvention. Il pense que dans ce cas de figure, la fête de la Saint Clair à Gournay-en-Bray, devrait faire l'objet d'une subvention au même titre que la fête du cheval à Forges.

M. Pain demande que le conseil communautaire de septembre, soit dédié particulièrement aux futures compétences communautaires.

M. Picard répond que le comité de pilotage compétences, se réunit régulièrement avec des échanges sur les études de la prise en charge des compétences. Il est effectif que les décisions ne seront pas prises à la dernière minute en décembre. Le cabinet Calia pourra, en septembre, faire une présentation de ce qui aura été vu en comité de pilotage.

Mme Lesueur indique que, dans la presse locale d'hier, il y a un article sur la réunion qui a eu lieu à Gournay, pour la future maison de santé de Gournay. Elle souhaiterait qu'il y ait égalité de traitement avec les réunions de santé des projets de Forges et Gaillefontaine, dans le sens où elle pense que ces rencontres doivent se faire à Forges.

M. Picard répond que c'est ainsi que s'organisent ces réunions, et notamment la semaine dernière à Forges avec les médecins, et la S.N.I. concernés par le projet de Forges/Gaillefontaine.

M. le président rappelle aux communes, qui n'ont pas encore répondu rapidement au questionnaire « petite enfance santé », de le faire rapidement.

M. Buquet D. revient justement sur ce questionnaire pour lequel il va avoir du mal à répondre, avec environ 200 items à renseigner. Il trouve ce questionnaire difficile et long à compléter. Il demande de rencontrer le cabinet Calia.

M. Picard lui répond qu'effectivement pour pouvoir faire des choix de compétences, il faut avoir tous les éléments en notre possession.

M. Delwarde attend toujours que les vice-présidents fassent un compte-rendu de leur commission.

M. Picard lui répond que les rapports sont transmis au fur et à mesure, comme ce soir, pour le dispositif « place aux jeunes » de la commission petite enfance.

M. Delwarde répond qu'il n'y a jamais de compte-rendu pour la commission sport, par exemple.

M. Picard lui répond que ce sera chose faite prochainement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h30.